



Déclaration préalable CTSD du 1er février 2018

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Il est vrai que cette année encore, le département de l'Aveyron perd des élèves. Cela aurait été une occasion d'améliorer l'accueil des élèves dans toutes les écoles, qu'elles soient rurales, urbaines, en REP ou non. Mais ce n'est pas au programme. La croissance démographique de la Haute-Garonne exigerait une solidarité de notre part, nous qui perdons des élèves et rendons donc dix postes. Mais un rapide coup d'œil dans les académies voisines montre à quel point la solidarité peut être inéquitable quand la Corrèze perd 400 élèves et ne rend que 9 postes ou que le Gard perd 260 élèves et ... gagne des postes !

Vous le savez, notre département, rural, demande un regard particulier, loin des calculs nationaux. A la rentrée 2018, des écoles sont menacées de fermeture, éloignant encore le service public des territoires. Des classes risquent de fermer, compliquant encore l'accueil des élèves dans les écoles et leurs conditions d'apprentissage, refusant l'entrée à l'école de nombreux enfants de moins de 3 ans, dont une partie se redirigera probablement dans le privé, où contrairement au public le taux d'accueil est resté stable. Pour rappel alors que depuis 2012 nous avons perdu 211 élèves de 2 ans, soit une diminution de 30% quand le privé est resté exactement stable...

Des classes CP à 12 élèves permettront un meilleur accompagnement. Qu'en sera-t-il des CP scolarisés dans des écoles à classe unique dont les effectifs atteignent 25 élèves ? L'UNSA Éducation ne peut qu'approuver le dédoublement des CP dans les REP, mais pas à moyen constant !

Tous les enfants ont droit à un enseignement de qualité.

A ce jour, la loi sur le handicap semble enfin effective. L'accueil d'élèves en situation de handicap avéré ou d'enfant en grande difficulté est le plus souvent réalité. Une réalité synonyme de besoins particuliers, d'accompagnements particuliers auxquels les enseignants ne peuvent répondre correctement sans l'accompagnement effectif des RASED, sans ULIS à proximité, sans CMPP disponibles. Ces élèves ont le droit à une inclusion et une prise en charge de qualité sur tout le territoire, dans des classes aux effectifs compatibles avec cet accueil. L'UNSA Education souhaite faire remonter le constat des collègues sur le terrain qui regrettent parfois que certains élèves ayant une notification Itep ou IME, en attente d'une place, sont redirigés dans des structures qui conviennent peu à leur profil, telles que les ULIS.

D'autre part, l'UNSA Education souhaite vous interpeller sur la situation des équipes de circonscription ; en territoire rural ça n'est pas neutre. Prenons par exemple la Seine et Marne, qui, en région parisienne est considérée comme rurale. Avec une superficie qui n'équivaut qu'à 2/3 de la notre, elle comporte pourtant 4 fois plus de circonscriptions. Là aussi un simple calcul qui se rapporte au nombre d'enseignants ou de classes n'est pas acceptable. Nos collègues conseillers pédagogiques, coordonnateurs ou remplaçants ont des missions équivalentes partout en France, mais chez nous ils doivent en plus passer beaucoup plus de temps sur les routes, ce qui augmente, in fine, leur charge de travail.

Certes, notre territoire évolue. Des réorganisations peuvent, doivent, être réfléchies, en prenant en compte tous les paramètres liés aux locaux, aux transports, à l'état des routes. Les RPI déconcentrés semblent être une solution intéressante à certains endroits, mais concernant les RPI concentrés, quel bilan pouvons-nous faire ? Ces réflexions doivent être accompagnées, mais l'UNSA Éducation souhaite avertir l'administration : on ne peut pas attendre toujours plus de l'école sans lui en donner les moyens.